

**Arrêté portant mesures de police applicables à Rennes le 6 février 2024**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

**Vu** le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**Vu** le code civil, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2214-4 ;

**Vu** le code de sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V et du livre V ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 431-3 et suivants, 431-9, 431-9-1 et R. 644-4 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 avril 2020 nommant Mme Elise DABOUIS, sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2023 portant délégation de signature à Mme Elise DABOUIS, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Considérant** la déclaration du 2 février 2024 de l'intersyndicale de l'Éducation Nationale d'Ille-et-Vilaine appelant à une manifestation le mardi 6 février 2024 à partir de 11h00 sur la place de la République à Rennes, pour la défense du service public d'éducation ; que ce rassemblement sera suivi d'une déambulation dans le centre-ville de Rennes ;

**Considérant** d'une part, qu'en amont de cette mobilisation locale des tentatives de blocage des lycées sont à redouter ; d'autre part, que lors du dernier rassemblement d'ampleur de l'Éducation Nationale lors d'une journée d'action liée à la contestation de la réforme des retraites, le 8 juin 2023, une quinzaine de bloqueurs avaient été recensés dans les établissements scolaires Jean Macé, Emile Zola, Victor Hélène Basch, Chateaubriand et Bréquigny ;

**Considérant** que le vendredi 19 janvier 2024, à l'issue de l'assemblée générale inter-lycée de Rennes, un blocage de différents lycées rennais a été décidé dans le cadre de la lutte contre la loi asile et immigration que l'action des forces de l'ordre a permis d'éviter ;

**Considérant** que ces blocages sont réalisés au moyen de poubelles, caddies, grillages ou encore de palettes ; que ces barricades ainsi montées peuvent faire l'objet d'incendies à l'image du 21 mars 2023 où les poubelles bloquant l'entrée du lycée Pierre Mendès France ont été incendiées nécessitant l'intervention des sapeurs-pompiers ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prévenir les comportements individuels ou collectifs de nature à troubler la tranquillité publique ou à créer un risque pour l'ordre public ;

**Considérant** qu'il importe de maintenir le libre accès aux établissements scolaires afin de garantir la continuité du fonctionnement du service public de l'éducation ;

**Considérant** que, dans ces circonstances, il appartient au préfet de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées pour préserver la sécurité des manifestants et l'ordre public ;

**Sur proposition** de Madame la directrice de cabinet,

## **ARRÊTE :**

**article 1<sup>er</sup>** : sont interdits à Rennes, le mardi 6 février 2024 à partir de 05h00 jusqu'à 14h00, aux abords des lycées suivants : Bréquigny, Victor Hélène Basch, René Descartes, Émile Zola, Jean Macé, Joliot Curie et Pierre Mendès France, le port et le transport d'armes par nature et de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal, ainsi que le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :

- de mortiers, d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ;
- dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le « white-spirit », l'acétone, les solvants et les produits à base d'acide chlorhydrique ;
- d'objets destinés à dissimuler tout ou partie du visage afin de ne pas être identifié ;
- d'équipement de protection destiné à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre
- d'équipements destinés à effectuer des tags et marquages urbains ;
- des poubelles, des caddies de supermarché, des palettes en bois, du mobilier urbain ou matériel de chantier.

**Article 2** : Les représentants sur place de l'autorité de police sont autorisés à prendre des mesures complémentaires à celles fixées par le présent arrêté, en fonction de l'évolution de la situation et lorsque les circonstances l'exigent.

**Article 3** : Le présent arrêté est transmis à la maire de Rennes.

**Article 4** : La sous-préfète, directrice de cabinet, la maire de Rennes, le directeur académique des services de l'Éducation nationale et le directeur interdépartemental de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 5 février 2024

Pour le préfet, et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,



Elise DABOUIS

Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes. Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).